

Enregistrement : 75 €

Timbre : 48 €

Total liquidé : cent vingt-trois euros

Montant reçu : cent vingt-trois euros

L'Agent



SCI LE PIN LE LAC - RESIDENCE

Société Civile Immobilière

Au Capital de 5.010 €

RCS Paris D 448 771 311

Siège social : 4 Avenue Albert de Mun 75116 PARIS

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU
14 FEVRIER 2005**

Greffé du Tribunal de
Commerce de Paris

18 MARS 2005

N° de dépôt 18767

**L'AN DEUX MILLE CINQ
ET LE 14 FEVRIER A 10 HEURES**

Les associés de la SCI LE PIN LE LAC - RESIDENCE, Société Civile Immobilière au capital de 5.010,00 euros, divisé en 501 parts de 10 euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 501, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sur convocation de la gérance, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après.

Sont présents :

- La société F.D.A. titulaire de	1 part
- la SNC LE PIN LE LAC – HOLDING, titulaire de	500 parts
Total	501 parts

L'assemblée peut dans ces conditions valablement délibérer à la majorité requise.

Monsieur Jean RENUCCI préside la séance en sa qualité de gérant non associé, conformément aux dispositions des statuts.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

- Rapport du Président,
- Transformation de la Société en société en nom collectif et modalités de cette opération,
- extension de l'objet social à l'activité de Marchand de Biens
- Adoption des statuts de la Société sous sa forme nouvelle (SNC),
- Nomination du gérant,
- Pouvoir à donner pour l'accomplissement des formalités légales.



Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'assemblée,
- le texte des statuts de la Société sous sa forme actuelle (SCI),
- le projet des statuts de la Société sous sa nouvelle forme (SNC).

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant les délais fixés par lesdites dispositions.

L'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION :

L'assemblée générale, sur proposition de la gérance, après avoir entendu la lecture du rapport du gérant sur les motifs, les modalités et les conséquences de la transformation, décide de transformer la société en société en nom collectif à compter du 1^{er} janvier 2005.

Cette modification de la forme de la Société ne modifie aucunement sa personnalité morale, qui demeure la même.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'assemblée générale décide d'étendre l'objet social de la société à l'activité de Marchand de Biens, de sorte que l'objet social de la société sera désormais le suivant :

"La Société a pour objet, l'acquisition, en vue de leur revente, de biens et droits immobiliers, en qualité de marchand de biens, et plus particulièrement, des biens dont la liste est la suivante, sans qu'elle soit limitative :

un immeuble sis à ASNIERES – 92600 – 52 ave de la Marne

un immeuble sis à JOIGNY – 46 rue de la Basse pêcheurie

un immeuble sis à SENS – rue du Général de GAULLE

un immeuble sis à AUXERRE – 2 place ROBILLARD

un immeuble sis à SENS – 5/7, rue Maurice Prou

un immeuble sis à TONNERRE – 28 rue du Fbg ROUGEMONT

un immeuble sis à MIGENNES – 24 ave Jean Jaurès



*un immeuble sis à SAINT FLORENTIN – 42 rue MONTARNANCE
une forêt d'environ 5 hectares avec un lac sis à LE PIN DU LAC
AUXERRE – 16 rue de la fecauderie en partie
un immeuble à AUXERRE – 20 rue d'EGLÉNY*

L'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus relatées et la constitution des garanties y relatives.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe."

Cette résolution est adoptée à l'unanimité..

TROISIEME RESOLUTION :

L'assemblée générale, en conséquence des décisions qu'elle vient de prendre de transformer la société en société en nom collectif et d'étendre l'objet social, et après avoir pris connaissance des statuts qui lui ont été proposés, en approuve le texte et décide de les adopter comme statuts de la Société sous sa forme nouvelle.

Ces nouveaux statuts, dont le texte sera certifié par l'associé, demeureront annexés au procès-verbal de l'assemblée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION :

L'assemblée générale, appliquant les dispositions de l'article 14 des nouveaux statuts, nomme la personne suivante en qualité de gérant de la Société :

Monsieur Jean RENUCCI

Né le 28 septembre 1961 à Constantine (Algérie),

De nationalité française,

Demeurant 54 Boulevard Flandrin 75116 PARIS.

Monsieur Jean RENUCCI déclare qu'aucune interdiction, déchéance ou incompatibilité, qu'aucune mesure ou disposition quelconque ne s'oppose à l'exercice par lui des fonctions auxquelles il vient d'être nommé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.



CINQUIEME RESOLUTION :

L'assemblée générale déclare que le changement de forme de la société ne modifiera pas la date de clôture de l'exercice en cours qui demeure fixée au 31 décembre 2005.

Les comptes de cet exercice seront établis, contrôlés et présentés à l'assemblée générale ordinaire annuelle des associés, conformément aux modalités prévues par les nouveaux statuts et les dispositions applicables aux sociétés en nom collectif.

L'affectation des résultats de l'exercice en cours se fera selon les règles applicables à la société, sous sa forme nouvelle.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION :

L'assemblée générale, du fait de l'adoption des résolutions ci-dessus, de l'acceptation de sa fonction par le gérant, constate que la transformation de la Société en société en nom collectif est réalisée.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet de procéder à toute publicité partout où besoin sera.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président de séance et les associés.

Two handwritten signatures in black ink, appearing to be stylized versions of the same name, possibly 'H. A. N.' or similar, written in a cursive or semi-cursive style.

SNC LE PIN LE LAC - RESIDENCE

Société en Nom Collectif

Au Capital de 5.010 €

4 Avenue Albert de Mun 75116 PARIS

STATUTS

by by

LES SOUSSIGNES :

La Société FDA

Société à Responsabilité Limitée

Au Capital de 460.000 €

ayant son siège social 4, avenue Albert de Mun – 75116 PARIS

Immatriculée au RCS de PARIS sous le n° 408 343 580

La SNC LE PIN LE LAC – HOLDING

Société en Nom Collectif

au Capital de 4.000,00 €

ayant son siège social 4, avenue Albert de Mun – 75116 PARIS

Immatriculée au RCS de PARIS sous le n° D.448.792.721

ONT ADOPTE LES STATUTS ETABLIS CI-APRES :

ARTICLE 1^{er} FORME

Il est formé par les présentes, entre les propriétaires des parts ci-après et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société en nom collectif régie par les présents statuts ainsi que par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 2 OBJET

La Société a pour objet, l'acquisition, en vue de leur revente, de biens et droits immobiliers, en qualité de marchand de biens, et plus particulièrement, des biens dont la liste est la suivante, sans qu'elle soit limitative :

un immeuble sis à ASNIERES – 92600 – 52 ave de la Marne

un immeuble sis à JOIGNY – 46 rue de la Basse pêcheirie

un immeuble sis à SENS – rue du Général de GAULLE

un immeuble sis à AUXERRE – 2 place ROBILLARD

un immeuble sis à SENS – 5/7, rue Maurice Prou

un immeuble sis à TONNERRE – 28 rue du Fbg ROUGEMONT

un immeuble sis à MIGENNES – 24 ave Jean Jaurès

un immeuble sis à SAINT FLORENTIN – 42 rue MONTARNANCE

une forêt d'environ 5 hectares avec un lac sis à LE PIN DU LAC

AUXERRE – 16 rue de la fecauderie en partie

un immeuble à AUXERRE – 20 rue d'EGLÉNY

L'emprunt des fonds nécessaires aux acquisitions sus relatées et la constitution des garanties y relatives.

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.



Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe

ARTICLE 3 DENOMINATION

La dénomination de la Société est : SNC LE PIN LE LAC - RESIDENCE

Tous les actes et documents émanant de la Société doivent mentionner la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "société en nom collectif" ou des initiales "S.N.C."

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 4, Avenue Albert de Mun - 75116 PARIS

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 DUREE

La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 APPORTS - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à 5.010 euro (cinq mille dix euro)

I - Il est divisé en 501 parts sociales de 10 euro (dix euro)

II - Les associés peuvent à l'unanimité apporter toutes modifications au capital social.

Les sommes constituant les apports en numéraire ont été effectivement versées dans la caisse sociale.

ARTICLE 7 PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

la SARL FDA numérotée 1	1 part,
La SNC LE PIN LE LAC – HOLDING numérotées de 2 à 501	500 parts
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	501 parts.



ARTICLE 8 COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne peuvent être représentées par des titres négociables. Le droit de chaque associé résulte seulement des présents statuts et des actes ultérieurs modifiant le capital social ou constatant des cessions régulièrement consenties.

ARTICLE 10 INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

ARTICLE 11 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans l'actif social.

Les droits et obligations attachés à chaque part sociale la suivent dans quelque main qu'elle passe. La possession d'une part entraîne de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les associés ont tous la qualité de commerçant et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales vis-à-vis des tiers.

Entre associés, chacun d'eux ne répond des dettes sociales qu'en proportion de ses droits dans le capital.

ARTICLE 12 CESSIION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales ne sont pas négociables. Elles ne peuvent être cédées, même entre associés, qu'avec le consentement de tous les associés.

L'associé qui projette de céder tout ou partie de ses parts notifie son projet à la gérance par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant toutes précisions sur le cessionnaire proposé, le nombre de parts cédées ainsi que le prix convenu.

La gérance consulte les associés et propose les modifications nécessaires aux statuts dans le mois de la réception de la notification, puis notifie le résultat de la consultation à tous les associés par lettre recommandée dans les huit jours de son intervention.

En cas de refus d'agrément, la cession n'a pas lieu et l'associé cédant reste propriétaire des parts qui devaient être cédées.

  4

La Société n'est pas dissoute par le décès d'un associé. Elle continue entre les associés survivants auxquels s'adjoignent les conjoint et héritiers de l'associé décédé titulaire de parts sociales du capital.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent lorsque le décès ne laisse subsister qu'un seul associé survivant, lequel exerce, s'il y a lieu, la faculté d'agrément reconnue par les statuts. Le cas échéant, il dispose du délai de un an prévu à l'article 1844-5 du Code civil pour régulariser la situation.

Les héritiers et conjoint d'un associé décédé doivent justifier de leur qualité auprès de la Société dans le mois du décès ; la gérance, de son côté, peut exiger à tout moment de tout intéressé et de tout notaire la justification de la qualité desdits héritiers et conjoint par la production de tout document approprié.

La disparition de la personnalité morale d'un associé, intervenant pour quelque cause que ce soit, est assimilée au décès d'un associé.

ARTICLE 13 FAILLITE, INTERDICTION ET INCAPACITE D'UN ASSOCIE

La faillite, l'interdiction d'exercer une profession commerciale ou l'incapacité frappant l'un des associés n'entraînent pas la dissolution de la Société. Celle-ci continue entre les autres associés à moins que ceux-ci ne décident à l'unanimité de la dissoudre dans les trois mois de la date à laquelle est devenue définitive l'une des sanctions précitées.

Dans le cas de continuation, la valeur des droits sociaux à rembourser est déterminée conformément à l'article 1843-4 du Code civil. Le remboursement aura lieu dans les deux mois de la notification du rapport de l'expert.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également, de convention expresse, quand un associé fait l'objet d'un jugement de liquidation judiciaire ou arrêtant un plan de cession totale de son entreprise.

ARTICLE 14 GERANCE

Les associés désignent par décision extraordinaire un ou plusieurs gérants, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non, avec ou sans limitation de durée.

Monsieur Jean RENUCCI, né le 28 septembre 1961 à CONSTANTINE (Algérie), de nationalité française, demeurant 54, Boulevard Flandrin – 75116 PARIS, est nommé premier gérant de la société, pour une durée illimitée.

Monsieur Jean RENUCCI déclare qu'aucune mesure ou décision quelconque ne fait obstacle à l'exercice de ce mandat.

Si une personne morale est gérant, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient gérants en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Cette personne morale doit désigner son représentant permanent auprès de la Société par lettre recommandée. En cas de révocation du mandat de ce représentant, elle doit désigner sans délai son remplaçant.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.



Un gérant peut donner toutes délégations de pouvoirs à tous tiers pour un ou tous objets déterminés.

La révocation d'un gérant associé est décidée à l'unanimité des autres associés. La révocation d'un gérant non associé intervient sur décision ordinaire des associés.

Toute révocation décidée sans juste motif peut donner lieu à des dommages-intérêts.

La démission d'un gérant ne met pas fin à la Société. Elle prend effet dans les 3 mois qui suivent l'envoi d'une notification par le gérant à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. En accord avec l'intéressé, les autres associés peuvent réduire ce délai.

Le démissionnaire, s'il est associé, reste membre de la Société à titre de simple associé en nom, à moins que la démission n'intervienne d'office du fait de l'un des événements évoqués dans l'article précédent.

ARTICLE 15 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent ou, lorsque les conditions légales sont réunies, doivent, nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants qui exerceront alors leur mission pour six exercices dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 16 DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, mais la tenue d'une assemblée est obligatoire si elle est demandée par un associé ou s'il s'agit de statuer sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les décisions qualifiées d'extraordinaires sont celles qui comportent ou entraînent, directement ou indirectement, la modification des statuts, notamment celles qui portent sur l'agrément des cessions de parts sociales, sur la nomination et la révocation des gérants et la fixation de leur rémunération.

Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, les décisions extraordinaires sont prises à l'unanimité des associés.

Les décisions ordinaires sont toutes celles qui n'entrent pas dans le champ d'application des décisions extraordinaires, notamment les décisions sur l'approbation des comptes annuels et la fixation des dividendes à distribuer.

Sous réserve d'autres conditions prévues par la loi ou les statuts, les décisions ordinaires sont prises par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

L'assemblée est convoquée par la gérance au moyen d'une lettre recommandée adressée à chaque associé quinze jours au moins avant la date de l'assemblée et à laquelle sont annexés le texte des résolutions proposées par la gérance ou par un associé, le rapport de la gérance, les comptes annuels, s'il s'agit de statuer sur l'approbation des comptes, et le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes.

L'assemblée se réunit au siège social, à tout autre endroit du département de celui-ci ou des départements limitrophes. Elle est présidée par le gérant associé. A défaut, l'assemblée désigne le président de séance parmi les associés présents. L'assemblée peut désigner un secrétaire de séance, associé ou non.

Chaque associé a le droit de participer à l'assemblée et dispose d'un nombre de voix égal à celui du nombre de parts qu'il possède. Il peut y être représenté par un autre associé, par son conjoint, ou par toute autre personne de son choix.



En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, son rapport écrit, le texte de la ou des résolutions proposées, un bulletin de vote.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 17 EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 18 AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. La part de chaque associé est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 19 DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution quelle que soit la cause de celle-ci. Sa personnalité morale subsiste pour les besoins de la liquidation jusque la clôture de celle-ci.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés.

La liquidation est assurée par le ou les gérants en fonction lors de l'intervention de la dissolution, ou par un ou plusieurs liquidateurs nommés par les associés par décision ordinaire, lorsque aucun gérant en exercice n'accepte le mandat de liquidateur ou en cas de décès, démission ou révocation du liquidateur.

Sous réserve de ce qui précède, la liquidation intervient dans les conditions fixées par la loi sur les sociétés commerciales.

Après extinction du passif et remboursement des comptes courants d'associés s'il en existe, le produit net de la liquidation est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux.



Si, au contraire, des pertes subsistent, elles incombent aux associés dans la même proportion.

ARTICLE 20 CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents du siège social.

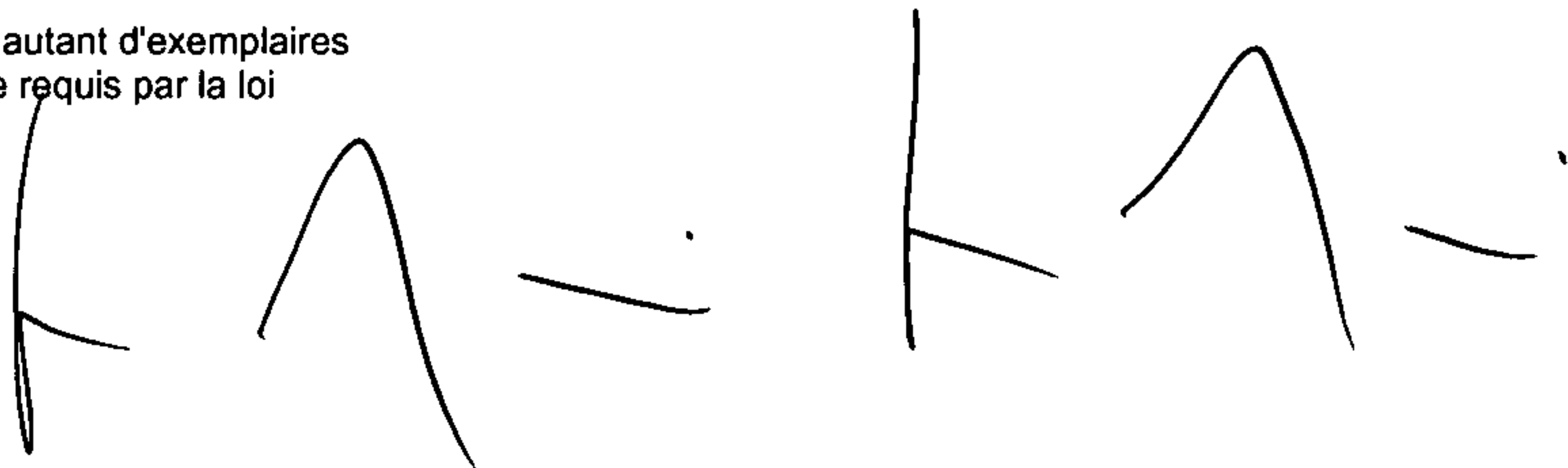
ARTICLE 21 PUBLICITE - POUVOIRS

Tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Jean RENUCCI et au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à PARIS
Le 14 février 2005

En autant d'exemplaires
que requis par la loi

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several connected loops and strokes, likely belonging to Jean Renucci.

SNC LE PIN LE LAC - RESIDENCE

Société en Nom Collectif

Au Capital de 5.010 €

RCS Paris D 448 771 311

Siège social : 4 Avenue Albert de Mun 75116 PARIS

ADDITIF

**AU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU
14 FEVRIER 2005**

**L'AN DEUX MILLE CINQ
ET LE 11 MARS A 10 HEURES**

Les associés de la SNC LE PIN LE LAC - RESIDENCE, Société en Nom Collectif au capital de 5.010,00 Euros, divisé en 501 parts de 10 Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 501, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, sur convocation de la gérance, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour ci-après.

Sont présents :

- La société F.D.A. titulaire de	1 part
- la SNC LE PIN LE LAC – HOLDING, titulaire de	500 parts
Total	501 parts

L'assemblée peut dans ces conditions valablement délibérer à la majorité requise.

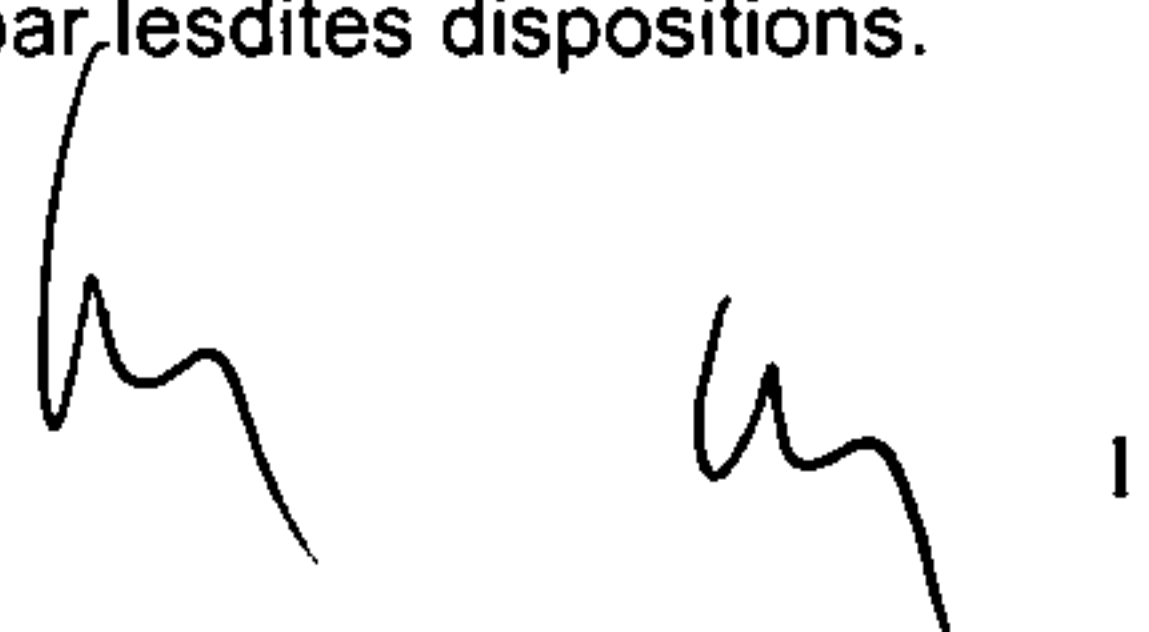
Monsieur Jean RENUCCI préside la séance en sa qualité de gérant non associé, conformément aux dispositions des statuts.

Le Président rappelle que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR :

- Rectification d'erreur matérielle.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant les délais fixés par lesdites dispositions.



Two handwritten signatures are present at the bottom right of the page. The first signature is a stylized 'M' or 'H' shape, and the second is a cursive signature. A small number '1' is written to the right of the second signature.

L'assemblée lui donne acte de ses déclarations.

Le Président déclare la discussion ouverte.

Diverses observations sont échangées, puis personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix la résolution suivante :

RESOLUTION UNIQUE :

L'assemblée générale décide de rectifier la dénomination de la société indiquée sur le procès-verbal des délibérations de l'AGE du 14/02/2005, de la manière suivante :

A la place de SCI LE PIN LE LAC-RESIDENCE il convient de lire SNC LE PIN LE LAC-RESIDENCE.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par le Président de séance et les associés.

Two handwritten signatures in black ink, appearing to be the same person's signature, written in a cursive style.